

▼ Accès au(x) document(s)

Accéder au(x) document(s) :

 <https://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/1493f738-01a7-4a44-bbb6-c9f0c40269ed>

 <https://docassascujas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/1493f738-01a7-4a44-bbb6-c9f0c40269ed> 

Ce document est protégé en vertu du Code de la Propriété Intellectuelle.

Modalités de diffusion de la thèse :

- **Thèse soumise à l'embargo de l'auteur : embargo illimité (communication intranet).**

▼ Informations sur les contributeurs

Auteur : [Nguyen Leroy Marie-Lan](#)

Date de soutenance : 07-12-2016

Directeur(s) de thèse : [Grimaldi Michel](#)

Etablissement de soutenance : [Paris 2](#)

Ecole doctorale : [École doctorale de droit privé \(Paris : 1992-....\)](#)

▼ Informations générales

Discipline : Droit privé

Classification : Droit

Mots-clés libres : Foncier, Vietnam, Loi foncière, Autorités publiques, Conflits, Tensions, Culture juridique, Pluralisme juridique

Mots-clés :

- Réforme agraire - Vietnam - 1990-2020
- Politique agricole - Vietnam - 1990-2020
- Conflits sociaux - Vietnam - 1990-2020
- Politique et gouvernement -- Vietnam -- 1975-....


Résumé : Ces dernières années, les questions foncières constituent au Vietnam le premier sujet de saisine des juridictions étatiques. Entre expropriations abusives, opacités des attributions foncières et ententes avec le secteur privé, de vives contestations se sont élevées autour des modalités de gestion de la terre. C'est dans ce contexte qu'une nouvelle loi foncière entre en vigueur en juillet 2014. Cette réforme vise à créer les conditions d'une conciliation entre deux objectifs qui peuvent apparaître a priori contradictoires : apaiser les tensions liées à la terre, tout en intensifiant l'exploitation de la ressource foncière afin d'atteindre l'objectif d'industrialisation du pays à l'horizon 2020, tel que défini par le Parti Communiste Vietnamien. Pour autant, le véritable enjeu de la nouvelle loi n'est pas d'ordre juridique, mais politique. Les tensions foncières sont aujourd'hui d'une telle ampleur que l'absence de réaction de la classe dirigeante correspondrait à un aveu d'échec dans sa mission de gérer le foncier au nom du peuple. Toutefois, l'intervention de l'Assemblée nationale ne s'est pas manifestée à travers une nouvelle réglementation plus rigoureuse de la gestion foncière. La réponse donnée par les pouvoirs publics est celui de l'autorégulation des acteurs du foncier.

▼ Informations techniques

Type de contenu : Text

Format : PDF

▼ Informations complémentaires

Entrepôt d'origine : 
Identifiant : 2016PA020064
Type de ressource : Thèse